

COMMUNIQUE DE PRESSE

Accueil des demandeurs d'asile en GIRONDE : face au scandale, un appel à des solutions urgentes, durables et dignes

Une centaine de demandeurs d'asile et réfugiés Sahraouis, provisoirement mis à l'abri, risquent d'être, à nouveau, jetés à la rue mardi prochain.

Depuis plusieurs mois, une centaine de réfugiés et demandeurs d'asile Sahraouis sont laissés à l'abandon, dans ce qu'il faut appeler un bidonville, installés sous un pont dans des conditions humanitaires intolérables.

Les autorités, parfaitement informées de cette situation, ne souhaitent visiblement et délibérément pas y mettre fin.

« *Nous ne sommes pas des animaux* » ont lancé les Sahraouis à la presse il y a quelques semaines.

Si suite à la mobilisation des associations, certains demandeurs d'asile avaient été mis à l'abri, les solutions d'hébergement ont cessé dès que la pression médiatique est retombée.

Le jeudi 19 mars, et à l'approche de la menace des grandes marées, la préfecture a provisoirement réquisitionné un gymnase avenue Thiers pour accueillir ces personnes. Certains se trouvent également temporairement hébergés en hôtel.

Là encore, il ne s'agit que d'une solution provisoire, qui prendra fin, dès mardi 24 mars. Ils auront alors le choix entre la rue ou... la rue.

Les Sahraouis ne sont pas les seuls à être confrontés à la mauvaise gestion de l'accueil d'urgence de ceux qui viennent demander une protection en France : de très nombreuses personnes isolées, et même des familles avec des enfants mineurs, se voient quotidiennement opposer des refus d'hébergement par le 115. Ce faisant le préfet de la GIRONDE contrevient aux obligations de l'Etat français de fournir aux demandeurs d'asile des conditions matérielles d'accueils dignes.

Nos associations appellent les autorités, et particulièrement la préfecture en charge de l'accueil des demandeurs d'asile, à la mise en place, de façon urgente, de solutions d'hébergement alternatives et respectueuses de la dignité des personnes, en s'appuyant sur les directives de la récente circulaire publiée par le Ministère de l'Intérieur.

Aussi, nous vous convions à une conférence de presse qui se tiendra lundi 23 mars, au gymnase Thiers (arrêt de tram « Thiers-Benaugé »), à 12h30

Organisations signataires :

La Ligue de Droit de L'Homme / LA CIMADE Bordeaux/ L'ASTI Bordeaux

Contacts presse :

Jean-Claude GUICHENEY (LDH) : 07 77 25 83 17

Pierre COULON (CIMADE) : 06 70 77 89 02

Lucile HUGON (ASTI) : 06 84 37 67 92



La Cimade
L'humanité passe par l'autre

